

INVITATION PERSONNELLE

Une réforme de plus de la formation professionnelle Pour quoi faire ?

Des propositions concrètes d'action à l'usage des décideurs

Mardi 18 juin 2013

18 h - 21 h

19 avenue du Maine, 75015 Paris

Sandra Enlart,

Directrice générale d'Entreprise et personnel

Alain Meignant,

Directeur du cabinet Alain Meignant

Catherine Nasser,

Déléguée générale du GIP CARIF-OREF Ile-de-France

La formation professionnelle serait-elle devenue un vrai sujet politique ?

On pourrait le penser : une prochaine loi est annoncée. Ses dispositions seront débattues entre les partenaires sociaux à l'automne 2013.

Or nous savons que le débat sur le sujet est profondément marqué en France par les enjeux financiers et par les positionnements institutionnels des acteurs du système.

Il l'est tout autant par des fonctionnements installés depuis des décennies, comme s'ils allaient de soi, alors que l'inefficience et les dysfonctionnements du système deviennent un handicap pour la France au regard de ses voisins, sans parler des frustrations de toutes celles et de tous ceux qui aspirent à progresser réellement dans leur vie au travail. Dix rapports les ont détaillés, le Livre blanc de 1999 coordonné par Vincent Merle en reste une magnifique balise.

La prochaine réforme risque bien de se limiter à quelques réaménagements de la réglementation, à quelques nouvelles dérivations sur les tuyaux financiers. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux économiques et sociaux de notre pays, qui a besoin dans ce domaine d'un changement profond de vision et de pratiques.

Serait-il possible de repartir de l'essentiel, c'est-à-dire des besoins et des attentes des bénéficiaires, auxquels le système de formation est supposé apporter une réponse ?

Ces bénéficiaires, ce sont **les entreprises**, qui ont besoin des meilleures compétences pour naître, développer leur activité, grandir, innover, créer de l'emploi.

Ce sont **les citoyens**, qui aspirent à une progression professionnelle et personnelle.

Ce sont **les territoires**, dont le développement repose sur les compétences de ses habitants, et sur la qualité des coopérations qu'ils tissent entre eux.

Ce sont les **demandeurs d'emploi**, actuels ou potentiels.

Ce sont enfin **les régimes sociaux**, dont l'équilibre suppose de penser autrement la vie au travail des salariés, et notamment le dernier tiers de leur carrière.

Le pari qui a réuni *Education permanente*, fondée en 1969 par Bertrand Schwartz, et l'*Université ouverte des compétences* est d'offrir un appel d'air, le 18 juin prochain. Pour permettre de vivre un moment exceptionnel de rencontre et de débat à celles et ceux qui vont bâtir la réforme dont ce pays a profondément besoin.

Un vrai débat, c'est vif, c'est pointu, c'est libre, cela peut même être culotté. Ce n'est pas limité par les positionnements politiques, syndicaux, institutionnels. C'est un débat entre personnes responsables, rassemblés autour d'une question difficile, passionnés par le sujet, les yeux ouverts sur des avenir possibles.

Un débat pour oser partager des convictions et esquisser des pistes neuves.

Il sera introduit par trois personnes de grande qualité, chacune porteuse d'un fragment de l'histoire de la formation professionnelle. Une histoire qui mêle les pratiques, les recherches, les innovations, les ouvertures de l'international et du local, l'expérience des questions de compétences dans les entreprises, le développement des personnes.

Jean Besançon

Directeur de l'Université ouverte des compétences

Guy Jobert

Directeur de la revue *Education permanente*

La participation à cet événement est strictement réservée aux personnes invitées. Le nombre de places étant très limité, merci de confirmer rapidement votre présence à : amphi@leclub.org